Retour d'expérience

À chaque contexte son plaidoyer

jeudi 1er janvier 2015

► Lors d'un atelier sous-régional du consortium AGLAE au Togo, Équilibres & Populations a animé un module de formation sur le plaidoyer pour les actrices et acteurs des projets. Les différences entre plaidoyer, mobilisation sociale et politique, communication pour un changement de comportement, information et sensibilisation ont été précisées. Les participant-es ont noté l'importance de l'analyse du contexte d'intervention et de la nécessité de mieux connaître les codes formels et informels, les lois, le fonctionnement des administrations ou services de l'État cibles du plaidoyer pour maîtriser leur action.

► Plusieurs projets ont obtenu des déclarations publiques de reconnaissance de la valeur des activités économiques des femmes par la communauté villageoise, par un président d'une organisation paysanne nationale, par une municipalité. Au Burkina Faso, des femmes réunies au sein de 81 associations et groupements autour d'un collectif, le CARPTL, qui a aujourd'hui un pouvoir de négociation auprès des autorités administratives et politiques, ont réussi à se positionner dans le circuit d'alimentation des populations urbaines à travers la création de plusieurs micro entreprises, et certaines occupent maintenant des postes à responsabilités au niveau national. La reconnaissance de l'activité de restauration et de transformation comme corps de métier est en bonne voie. Des espaces de travail formalisés et aménagés ont été obtenus de la part de mairies d'arrondissement. Parmi les actions entreprises : conférence de presse, rencontre de 50 restauratrices avec la ministre de la Promotion de la femme, présentation d'un cahier de doléances.

► Le projet d'Ethnik au Burkina Faso formulait ainsi un de ses objectifs en matière de genre : « Plaidoyer en direction des décideurs locaux pour améliorer durablement la prise en compte des besoins spécifiques et des intérêts stratégiques des femmes dans le tissu économique et politique ». En 2011, l'association a organisé un atelier de deux jours sur les enjeux du genre dans le secteur de l'artisanat de la région du Centre Est, animé par le Réseau femmes en action. Le public ciblé se composait de personnalités politiques, administratives, associatives et religieuses. Plus de 40 décideurs ont participé à cette rencontre, qui a débouché sur un appel à la mise en oeuvre de recommandations pour promouvoir le genre dans le secteur artisanal, comme l'adoption d'une approche de genre dans les critères d'attribution et d'évaluation de projets. Par ailleurs, le projet a alerté sur l'importance de disposer de statistiques sexuées (sur l'évolution des métiers notamment) au sein de la Direction régionale de la promotion de la femme et a obtenu la nomination d'un interlocuteur spécifique dans cette direction.

► À Kara, Sotchi a eu deux cibles de plaidoyer : d'une part la chambre de commerce et des métiers, obtenant la reconnaissance du métier de transformation alimentaire et la certification des produits, d'autre part les chefs traditionnels, obtenant l'attribution de terres et d'espaces de production officiels pour les activités économiques des femmes.

► À Lomé, Caged a ciblé les chefs d'entreprise, les services de l'emploi et du ministère de l'Artisanat et de la Formation Professionnelle pour inciter à employer des femmes dans des secteurs techniques et industriels. Le responsable du service national de l'emploi est venu à l'atelier sous-régional du consortium AGLAE témoigner de sa conviction et de son objectif de former ses équipes à l'égalité professionnelle. Les agences de crédit et de microfinances ont également été les destinataires d'un plaidoyer pour intégrer les besoins spécifiques des femmes.

► Au Bénin, pour pérenniser l'approche de genre, ABORD visait sa prise en compte dans les plans de développement communaux. L'association a obtenu que les activités de son projet soient intégrées dans le plan d'investissement d'une commune périphérique de Cotonou. La restitution publique du diagnostic participatif de genre a joué un rôle de mobilisation.

► Au Niger, le projet a révélé que l'un des facteurs bloquants de la mobilité des artisanes pour voyager et présenter leurs produits était l'absence de cartes d'identité pour beaucoup d'entre elles, d'où un plaidoyer auprès de l'administration pour l'obtention de cartes et de carnets de voyage. Un comité multi-acteurs pour renforcer la crédibilité du plaidoyer a également été mis en place.

► Dans les Niayes au Sénégal, le soutien aux activités économiques s'est doublé d'une campagne pour l'élection de davantage de femmes dans les conseils ruraux de Diender et Keur Moussa.

► Au Mali, Afrique Verte AMASSA a participé à la campagne de plaidoyer « Nous sommes la solution » avec le programme Fahamu pour l'agriculture familiale, en partenariat avec la CAFO (Coordination des Associations et ONG féminines du Mali) et l'AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes). En lien avec l'APCAM (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture), ce plaidoyer demandait au gouvernement une application correcte de la Loi d'orientation agricole dont l'une des composantes donne une place de choix à l'émergence des femmes rurales dans le développement agricole (accès des femmes au foncier, nécessité de subventionner les équipements post-récolte et de transformation).

► Des plaidoyers plus généraux en faveur du soutien aux activités économiques des femmes ont également été menés dans des espaces nationaux et internationaux, comme durant le Forum social mondial à Dakar en 2011 et dans des instances de concertation sur la sécurité et souveraineté alimentaire telles le CILSS.

Les Sahélien-nes peuvent nourrir le Sahel !

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article2397